

COMMUNIQUÉ

Les Collectifs Bassines Non Merci (Inter-BNM)
& Les Soulèvements de la terre



SAINTE-SOLINE : LES IMAGES QUI OBLIGENT À UNE INFORMATION JUDICIAIRE

Le 06/11/25

C'est dans le cadre de l'enquête préliminaire de l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) suite à la plainte de quatre des blessé.e.s les plus graves et des proches qu'ont été rendues disponibles les images sur lesquelles s'appuient les révélations conjointes de Libération et Mediapart. Celles-ci viennent confirmer ce que nous avons vécu à Sainte-Soline le 25 mars 2023.

La répression d'État contre les manifestant.es ce jour là ne résulte pas de dérives isolées, mais d'un système organisé, validé et couvert par la hiérarchie policière et politique.

Les 84 heures d'images, tournées par les caméras-piétons des gendarmes eux-mêmes, montrent sans ambiguïté que des ordres illégaux ont été donnés, avec la volonté assumée de blesser et même de tuer ainsi que la jubilation morbide face aux blessures et mutilations infligées aux manifestant-es. Des propos extrêmement choquants.

Parmi ces images, nous en avons ressorties quelques unes :

- des tirs tendus de grenades explosives, pourtant strictement interdits, délibérément ordonnés par la hiérarchie ;

Extrait de l'article de Libération : un adjudant, adjoint du commandant de l'unité, exige aussi des tirs illégaux : «Sur le groupe, devant, tendu ! Devant, tendu ! Vous balancez en tendu !» A plusieurs reprises, ce gendarme passe les mêmes ordres, allant jusqu'à hurler sur ses troupes. «En tendu, en tendu, baisse ton canon, putain dépêche-toi», crie-t-il par exemple à 13h16.

Comme en témoignent les journalistes qui ont eu accès à ces images, ces consignes ont été données dans 9 des 15 escadrons. Ces tirs n'étaient donc ni accidentels, ni isolés mais bien fréquents, encouragés par la hiérarchie, et assumés dans leur violence.

- la volonté de blesser gravement les manifestant-es sans considération pour leur état et la possibilité qu'ils soient secouru-es, montrant une indifférence totale aux vies humaines.

Extrait de l'article de Libération : Lorsqu'ils apprennent que des manifestants sont évacués entre la vie et la mort, les gendarmes ne semblent pas perturbés. «T'as entendu, blessé grave», dit l'un d'eux. Réaction de son interlocuteur : «Oui mais adverse, on s'en fout.»

- et, plus insupportable encore, des rires, des insultes, de la jubilation d'avoir commis des violences et la volonté assumée d'en commettre... que ce soient envers les manifestant-es comme envers les journalistes.

Extrait de l'article de Libération : "Je compte plus les mecs qu'on a éborgnés." "Un vrai kif." "Faut qu'on les tue."

Extrait de Mediapart : "Lui si j'lé choppe j'lé tue" " moi j'ai envie de les tabasser" "des merdes comme ça il faut les brûler" "ça m'a traversé l'esprit de sortir mon pétard" ; "Un journaliste se l'est pris dans la gueule, ça lui fera la bite, c'est un plp (pue-la-pisse)"

Les gendarmes savaient qu'ils blessaient, mutilaient, risquaient de tuer et certains s'en réjouissaient. Ils agissaient donc en toute conscience et connaissaient les conséquences de leurs actes.

Voilà ce que font les agents de la République française, face à des citoyennes et citoyens venu-es défendre l'eau comme commun, et dénoncer le modèle des méga-bassines, symbole d'un accaparement de l'eau par l'agro-industrie encouragé et financé par l'État. **C'est cet entêtement du gouvernement à imposer des projets illégitimes et illégaux qui a conduit à la situation de violence absolue vécue à Sainte-Soline.**

Ce chantier n'aurait jamais dû démarrer – la justice l'a depuis confirmé en déclarant la méga-bassine de Sainte-Soline illégale. Nous n'en serions jamais arrivé-es là si notre demande de moratoire sur l'ensemble des projets, formulée dès 2018 puis soutenue par plusieurs centaines d'organisations depuis, avait été entendue. Au lieu de réprimer, il fallait ouvrir un débat public et démocratique sur la gestion de l'eau et le modèle agricole, afin de repenser en profondeur nos usages pour faire face à la crise climatique et préserver le vivant.

Et il faut le dire clairement : **ce qui s'est passé à Sainte-Soline n'est pas une exception, c'est une expression parmi d'autres de la même machine répressive.** Une chose est sûre, l'État organise ces violences, usant des méthodes des guerres contre-insurrectionnelles, sombre héritage de la colonisation française. Quelles que soient ses convictions, le/la gilet jaune, le/la syndicaliste, l'habitant-e d'outre-mer, l'habitant-e de banlieue, le/la militant-e anti-bassines, ou globalement toute personne qui remettrait en cause l'ordre établi et la logique de domination sera soigneusement désignée comme l'ennemi de l'intérieur qu'il est légitime d'éborgner ou de tuer. C'est bien un système entier de violence d'État et de criminalisation des luttes qu'il faut regarder en face et démanteler.

Ces images étaient déjà en possession de l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN), chargée de l'enquête pénale sur les blessé-es de Sainte-Soline. L'IGGN n'a jamais transmis ces éléments à la justice, tout comme elle n'a pas alerté sur l'ampleur des infractions commises. **Elle a ainsi dissimulé ou minimisé des preuves accablantes, trahissant sa mission de contrôle et renforçant le sentiment d'impunité totale dont bénéficient les forces de l'ordre.**

Hier, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, qui a refusé de parler de violences policières et a consenti, du bout des lèvres, à condamner «des propos et des gestes qui manifestement ne sont pas réglementaires», a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative. Mais que vaut une nouvelle enquête confiée à la même institution qui a déjà failli à son devoir de vérité ? Ce simulacre de transparence est loin d'être à la hauteur et ne saurait suffire.

Nous soutenons pleinement les blessé-es qui ont demandé l'ouverture d'une information judiciaire, afin de poursuivre de façon indépendante les investigations et ainsi permettre d'étudier toutes les responsabilités dans les faits de mise en danger de la vie d'autrui et de faire la lumière sur les ordres donnés et la chaîne de commandement.

Nous saluons également les démarches initiées par La France Insoumise, qui a demandé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les choix opérés en matière de maintien de l'ordre durant la manifestation de Sainte-Soline, ainsi que par le groupe Écologiste et Social, qui a saisi la justice.

Une chose est sûre, nous ne laisserons pas cette affaire être étouffée une fois de plus !

